

L'Occitan montre ses muscles

Les défenseurs de la langue occitane étaient samedi 20 000 à Carcassonne. Et après ?

C'est un phénomène auquel les politiques ne comprennent pas grand-chose : qu'est-ce que c'est que ce truc informel, cette génération spontanée, sans parti, sans chef, venue d'on ne sait où, qui avait rassemblé dix mille personnes il y a quatre ans dans les rues de Carcassonne, et qui en a réuni le double (15 000 selon la police, 25 000 selon les organisateurs) samedi dernier, toujours à Carcassonne, sacrée capitale occitane.

Une néo-Occitanie

Il y a comme un paradoxe dans cette mouvance faite de centaines de cercles divers, de chorales, de calandretas (écoles bilingues) : la langue occitane, qui, il y a un siècle, était, et de loin, la langue dominante dans les trente-deux départements du sud de la France, en est réduite aujourd'hui à l'état résiduel. Selon les dernières études, 3 % seulement de la population la parlerait dans les grandes villes comme Bordeaux ou Montpellier, et désormais moins de 50 % dans les départements plus ruraux (Dordogne, Lozère).

"La transmission naturelle, de parents à enfants, ne se fait plus, constate froidement Philippe Martel, prof à l'université Paul-Valéry et responsable des enseignants d'occitan. Nous assistons aujourd'hui au développement d'une néo-Occitanie de choix, à une prolifération de structures informelles et extrêmement créatives qui jouent avec la langue."

Jusqu'où cela ira-t-il ? Nul ne le sait. La seule certitude c'est que les gentils joueurs de fifre et autres chanteurs de "Se canto", chant d'amour promu



MILLE QUATRE CENTS PETITS BILINGUES EN LANGUEDOC. Lors de la dernière rentrée scolaire, il y avait en France 52 écoles et collèges bilingues répartis sur 17 départements. Dans la région, les écoles primaires à immersion totale, les calandretas, accueillent 1 394 enfants, un nombre en augmentation de 15 % par rapport à la rentrée 2008. À ces chiffres, il faut ajouter ceux de l'enseignement bilingue dans les collèges et lycées "normaux" : dans le seul Languedoc administratif, en 2008, près de 14 000 élèves, de la maternelle au lycée, secteurs public et privé réunis, ont été au contact de la langue d'oc. Cela va de la simple initiation (7 300) à un enseignement bilingue (6 500).

au rang d'hymne "national", envisagent désormais de montrer les dents. L'an dernier, suite à leur démonstration de force de Béziers, ils ont obtenu que les langues régionales fassent désormais partie du "patrimoine national". C'est l'article 75 de la Constitution française. Mais la loi et les

décrets d'application qui devaient suivre... sont en panne. Un conseiller de Frédéric Mitterrand aurait même laissé entendre que l'affaire n'était plus à l'ordre du jour... Ce que réclament les Occitans ? Davantage de postes au concours de prof d'occitan : quatre postes actuellement

pour les trente-deux départements ! La possibilité de poursuivre le bilinguisme du primaire (les calandretas) jusqu'au collège et au lycée : il y a un projet à Montpellier, il suffit qu'André Vezinhet et Georges Frêche se mettent d'accord sur son financement (trois millions d'euros). Enfin,

d'avantage d'émissions en oc sur France 3 Sud et France Bleu. Leur prochain objectif : "Une manifestation monstre au cœur de la pieuvre bonapartiste", c'est-à-dire à Paris, avec les Corses, les Basques, les Alsaciens et les Bretons.

PIERRE SERRE

GRANDSUD

GÉRONNE À SON TOUR POUR PLUS D'AUTONOMIE

Une courte majorité de conseillers municipaux de Gérone (maire PS) devrait voter une motion favorable à l'organisation d'un référendum local réclamant encore plus d'autonomie pour la Catalogne, faisant ainsi sauter les clivages politiques traditionnels. Les treize partisans du vote sont membres de Convergence i Unio (opposition), de Iniciativa per Catalunya (Verts et communistes) et de Esquerra Republicana (majorité). Face à eux, les douze conseillers du Parti socialiste (réservés) et du Partido Popular (opposés). Cette consultation, qui pourrait être organisée début 2010, s'ajouterait à la campagne lancée par le collectif Decidim.cat, qui souhaite obtenir d'ici avril 2010 cent mille suffrages favorables à l'avènement d'un État cata-

lan intégré dans l'Union européenne. Gérone serait ainsi la première grande ville catalane à participer au mouvement initié au début de l'automne.

AVIGNON : BIENTÔT UN MAGASIN IKEA

Le vingt-septième IKEA de France, annoncé pour la fin août 2010, sera implanté près d'Avignon, sur la future zone de la Vedène qui comportera plusieurs enseignes orientées vers l'équipement de la maison. Autour d'IKEA, dix-huit moyennes surfaces, vingt-deux boutiques, huit cellules réservées à des entreprises artisanales locales et quatre restaurants. La commercialisation de ces espaces gérés par la société Inter IKEA est en cours. Ouverture prévue à l'automne 2011. Le coût du projet s'élève à 80 M€ et devrait générer 600 emplois, dont 200 à 250 pour IKEA.

L'avenir est dans la forêt

La forêt du Languedoc-Roussillon n'est pas (encore) aussi légendaire que celles de Sherwood ou de Brocéliande, mais "poc a poc", l'oiseau y fait son nid. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, la région est formidablement boisée avec plus d'un tiers de son territoire (33,4 %) qualifié de forestier, un taux supérieur de 7 % à la moyenne nationale. Aux 934 000 hectares boisés – dont 600 000 de "forêt de production" –, il faut en ajouter 700 000 qualifiés par les spécialistes de formations "subforestières" (landes, maquis, garrigues) résultant de la déprise agricole. En clair, les friches finissent par devenir bois.

La nature fait son job

Allez voir du côté de Lodève ! Les étendues de landes et de genêts d'il y a vingt ans ont été remplacées par des pins d'Alep ou des chênes verts, sans que l'homme y soit pour quoi que ce soit. "Et si on compare des photos aériennes prises entre Montpellier et Nîmes il y a vingt-cinq ans à d'autres, récentes, on constate combien les zones boisées se sont développées entre les deux cités", fait-on remarquer du côté de la DRAAF (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt) où l'on assure que "la dynamique naturelle a fait son job !" Les statistiques le démontrent :

avec un taux d'accroissement annuel de 1 %, la surface de la forêt régionale a doublé en un siècle. Et ce, malgré les incendies ravageurs de certains étés.

Chaufferie au bois

La forêt régionale est d'abord privée : 74 % de la surface boisée appartient à des particuliers, 13,5 % à l'État et 12,5 % à des collectivités locales, communes ou départements. Elle est ensuite diverse : du littoral aux montagnes, elle représente une biodiversité importante, tant par les espèces végétales qu'animales. Et elle est devenue, du coup, d'un réel intérêt économique : douze mille emplois, soit une augmentation de 11 % en dix ans, alors que, dans le même temps, la France connaissait une baisse de 2 %. L'État est très motivé depuis notamment le Grenelle de l'environnement. La Région ne l'est pas moins ! Avec la mise en place dès 2005 d'un schéma régional de développement, elle a consacré à la seule filière bois 15 millions d'euros en quatre ans. Deux axes : la construction de maisons à ossature bois et le chauffage au bois. On estime, à ce jour, à cent soixante mille le nombre de logements chauffés au bois en Languedoc-Roussillon. MICHEL DÉMELIN

Rapidos

VENDANGE EN BAISSÉ

Avec moins de 12 millions d'hectolitres (estimation au 1^{er} octobre), soit un million de moins qu'en 2008, la baisse de volume est plus importante que prévu (- 8 % par rapport à 2008 et - 23 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années). Les Pyrénées-Orientales accusent la chute la plus sévère (- 17 %) alors que le Gard est en légère augmentation (+ 2,5 %).

PERPIGNAN : UN NOUVEAU MAIRE

Jean-Marc Pujol (UMP) succède à Jean-Paul Alduy qui file à l'Agglo... tout en demeurant premier adjoint. S'achève ainsi (du moins en apparence) un demi-siècle de présence de la famille Alduy au sommet d'une ville qui, en cinquante ans, est passée de 72 000 habitants à 120 000. Jean-Marc Pujol, avocat, est issu de la communauté pied-noire, forte d'environ dix mille personnes sur la ville.

CARCASSONNE : LE BUS GRATUIT, ÇA COINCÉ

C'était la grande promesse de Jean-Claude Pérez lors des dernières municipales : la gratuité des transports en commun au sein de la Communauté d'agglomération (21 communes). Mais le coût en fait réfléchir plus d'un : au minimum, un million d'euros supplémentaires.

UNE RÉGION ÉCOLO



L'Hérault et la Région sont bien classés dans le palmarès écolo établi par l'hebdomadaire *La Vie*. L'Hérault est 4^e sur 100 pour les énergies renouvelables (l'Aude et l'Aveyron sont premiers), 9^e pour la mobilisation des élus, 23^e pour l'agriculture bio. En ce domaine le Gard est premier, ex aequo avec les P-O. L'Aude et la Lozère sont 17^e ex aequo.

CASTELNAUDARY : MENACES SUR LE BLOC OPÉRAIRE

Le ministère de la Santé envisagerait de fermer les blocs opératoires qui pratiquent moins de 1 500 interventions par an. Du coup, nombre de petits hôpitaux, dont l'activité chirurgicale est donc trop faible, sont menacés. C'est le cas de Castelnaudary, mais aussi de Saint-Affrique dans l'Aveyron.